

## Commune de Soisy Sur Seine

### Dans le cadre du GRAND DÉBAT NATIONAL

Soirée 4 :  
« La transition écologique »  
15/02/2019

- Organisateur : Jean-Baptiste ROUSSEAU (Maire de Soisy Sur Seine).  
Agissant en qualité qu'animateur non intervenant.
- Présents : environ 75 personnes présentes

---

#### Préambule :

Vous trouverez dans les lignes qui suivent un *verbatim* des échanges et interventions relevés au cours de ce débat. Bien qu'effectuée dans un souci d'exactitude et de neutralité, cette retranscription ne saurait être exhaustive et pourra parfois, afin de faciliter la lecture, utiliser des termes légèrement différents de ceux prononcés. Si vous constatez que votre intervention n'a pas été correctement retranscrite, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : [jedonnemonavis@soisysurseine.fr](mailto:jedonnemonavis@soisysurseine.fr) (objet : « Grand débat national », en précisant le débat concerné)

À noter :

- Les interventions des élus ou des membres des associations directement impliqués dans le débat sont précédées du titre de l'intervenant.
  - Chaque tiret signale un intervenant différent.
  - NDR signifie « Note Du Rédacteur »
- 

#### Introduction (animateur) :

M. le Maire rappelle tout d'abord le cadre du débat ainsi que les engagements du Président de la République.

M. le Maire commente le diagnostic et indique que les 34 questions du questionnaire ont été réduites à 9 questions ouvertes + une conclusion.

## Interventions

### Interventions du public :

#### **? 1) Que faudrait-il faire pour mieux associer les citoyens aux décisions publiques ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?**

- CODEV (*NDR : Le Conseil de Développement*) : personne ne connaît (3 pers dans toute la salle) : il faut mieux communiquer sur ces instances.

- Il faut d'abord que les élus nous écoutent, pas seulement nous entendent.

- Mettre en place des référendums au niveau local (région/commune...). C'est plus facile aujourd'hui avec internet.

- Favoriser la liberté de la presse, la liberté de manifester. Lutter contre la corruption des élus... Favorable au référendum au niveau national.

- Le référendum n'est pas idéal car il faut connaître les dossiers. La démocratie participative est plus efficace (coproduction). Les élus confisquent la parole.

- Le débat entre citoyens et élus doit être réel et concret.

- CODEV : Soisy est surreprésentée au niveau de GPS (5 soiséens). Cela représente beaucoup de travail bénévole ; il faut aussi que les citoyens s'investissent...

- Démocratie participative : doit être au plus près du terrain.

- Le référendum doit être une proposition qui va du bas vers le haut, une initiative des citoyens (pétition...).

- (*NDR : intervention de M. le Maire*) : depuis 2004, il existe un droit de pétition au niveau local (10 % du nombre d'habitants).

- On vote 1 fois tous les 5 ans et rien ensuite. Et on n'est pas toujours d'accord, on n'a jamais de retour sur les courriers envoyés. Les députés votent par esprit de corps ou de groupe. Il y a beaucoup d'idées pour des référendums locaux.

#### **? 2) Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?**

- Il faut commencer à sensibiliser tôt (école...).

- Introduction de la proportionnelle : est-ce suffisant ? Non. Une bonne partie des Français ne se sentent pas suffisamment représentés par les élites qui n'ont pas une bonne

connaissance des problèmes de terrain. Il faut trouver un système pour que toutes les catégories soient représentées.

- Il faut revoir le mode de scrutin. Majoritaire à 2 tours ou jugement majoritaire (noter des candidats), solutions plus démocratiques.

- Représentativité : seuls 4 députés sont issus des ouvriers. Solution, une assemblée citoyenne, avec des citoyens tirés au sort.

- Pour que toutes sensibilités représentées, il faut que tous votent : obligation de vote et prendre en compte l'abstention.

### **? 3) Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?**

- Pour les voir un minimum, ne pas diminuer le nombre de représentants à l'Assemblée.

- Chaque député pourrait organiser 2 ou 3 débats par an sur des sujets afin de faire remonter les doléances.

- Les députés européens sont aussi importants que les députés Français mais on ne les connaît pas.

- Il faudrait, au minimum, que les élus habitent leur commune ou leur circonscription. Aujourd'hui, il n'y a pas d'obligation de résider, il faut juste y payer un impôt.

- Lorsque les députés trichent, les partis doivent faire un tri.

- Il y a souvent défaut de candidats, pas de remplaçants.

- Il existe une justice d'exception (Cour de Justice de la République) qui prononce des jugements sans peine : cela entretient le "tous pourris". Il faut mettre en place la responsabilité pénale des élus lorsque leurs décisions entraînent des dommages pour les citoyens. Il faut abolir des privilèges.

- Pour le symbole, il faut revoir les statuts anciens des élus (Président, Premier Ministre...).

### **? 4) Que faudrait-il faire pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?**

- Insister sur ce qu'est un citoyen : pas simplement des droits mais aussi des devoirs. Apprendre aux jeunes à dialoguer avec des personnes de sensibilité différente.

- Il existe des exemples de Conseil des enfants : bonne démarche pour engager les enfants.

idem pour les élections des délégués de classe.

- Intervenir d'abord sur le droit de vote : rendre le vote obligatoire ou, s'il y a moins de 80 % de participants, le vote n'est pas pris en compte. Prendre en compte le vote blanc.

- Poursuivre l'éducation à la démocratie tout au long de la vie.

- Rappeler ce que nous apporte notre démocratie aujourd'hui, aux jeunes et aux moins jeunes.

**? 5) Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ? Comment valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?**

- la France est un pays où la vie associative très développée mais le comportement citoyen est peu valorisé (notamment dans les CV).

- Il faut respecter ses voisins, le matériel, les employés de l'administration.

- Le bien commun n'est pas nécessairement un intérêt privé : il faut l'apprendre.

- Dans les pays anglo-saxons, il y a le respect du collectif, le sens de l'intérêt général. Cela apaise les relations entre les personnes.

- Internet joue un rôle dans le rapprochement des gens mais cela a aussi des effets pervers avec des insultes faciles... La démocratie aussi est en jeu. Il faudrait un contrôle du contenu des réseaux sociaux.

- Il est indispensable de ne pas basculer trop souvent dans les slogans et les discours simplificateurs. Les problèmes sont complexes (France, Europe, Monde...). Attention aux rumeurs.

- Désobéissance civile, pétitions... La liberté de manifester est endommagée aujourd'hui.

**? 6) Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?**

- Les déchets le long des routes.

- Il faut favoriser l'éducation des enfants.

- Il faut renforcer l'esprit de la Journée Citoyenne.

- Il faut du courage pour dire quelque chose à quelqu'un lorsque cela est nécessaire.

- Il n'y a pas de nettoyage des routes et pas d'interlocuteurs. Cela est mauvais pour l'image.
- Si on dit les choses, on s'expose à des mesures de rétorsion.
- Le système du TIG (*NDR : Travail d'Intérêt Général*) est à développer mais il y a un problème d'encadrement.
- C'est dommage que l'on ne parle pas de la valorisation de l'engagement citoyen.
- Bruit des téléphones dans les trains : c'est un problème d'éducation

**? 7) Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?  
Que faudrait-il faire pour lutter contre celles-ci et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?**

- On a échoué dans la capacité à éduquer les populations les plus populaires. Nous devons nous "dépolluer" de notre propre incapacité à éduquer.
- La couleur de peau reste discriminante : exemple de demandes incessantes de justification de la nationalité dans les administrations.

**? 8) Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ? Si oui, lesquelles ?**

- Lorsque l'on donne une aide, il faut expliquer que la personne a sa place dans la société et cela doit se traduire par une participation, quelle qu'elle soit.
- Quelle peut-être la contrepartie des aides dans le cas d'un handicap ou de la vieillesse ?
- Les allocations ne sont pas une fatalité. La vraie question est comment faire pour qu'il n'y ait plus besoin de donner des allocations ? Un salaire minimum plus haut ?
- Ce n'est pas choquant que l'on fasse des vérifications auprès des allocataires chômage.
- Lorsque l'on donne des allocations CAF, on pourrait demander que les enfants fassent partie d'associations en contrepartie.
- Les contreparties doivent entrer dans le champ de compétence de l'individu.
- Le parallèle aux allocations : être correct et honnête, limiter les abus.
- Il faut faire des efforts même quand on est assisté : une action symbolique, visiter les personnes âgées par exemple...Chacun doit faire des efforts, rien n'est gratuit.
- Si l'on parle de contrepartie, c'est le langage de la négociation. La démocratie, ce sont des droits et des devoirs.

- Les allocations c'est aussi de l'argent dépensé dans l'économie.

**? 9) Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France et de la politique migratoire ? Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?**

- Il faut traiter le problème des passeurs. Une immigration contrôlée est préférable.

- L'immigration est indispensable pour faire des travaux que les autres ne veulent plus faire : travaux publics, poubelles...

- Il faut punir plus sévèrement les marchands de sommeil (confiscation des biens), l'État doit montrer l'exemple.

- La France seule ne peut pas lutter. Il y a le problème des réfugiés climatiques. De l'argent est donné à des pays où la corruption règne. Il faut créer du travail sur place.

- Le problème c'est le climat. Des millions d'immigrés sont à venir.

- L'immigration n'est pas le problème, c'est le vivre ensemble. Il y a peu d'immigrés à Soisy et Etiolles, ils sont concentrés. Il faut faire un rééquilibrage à faire dans le peuplement.

- 200 000 pers par an, ce n'est vraiment pas un sujet en soi quand on est 66 millions d'habitants.

- L'immigration est une richesse. Nous avons des médecins étrangers et nous en avons besoin.

- Soisy : ne peut-on pas accueillir 7 immigrés ? (1 pour 1000 en moyenne)

- Le problème est l'intégration. C'est un problème lorsque les immigrés ne s'intègrent pas : ils doivent s'engager à apprendre le français et des compétences professionnelles pour trouver un travail.

- Les 1<sup>er</sup> immigrés qui partent sont les CSP+. Cette fuite des cerveaux entraîne de nouveaux problèmes sur place avec un délitement de la société. La mixité sociale doit se faire en cassant progressivement les ghettos.

- On a accueilli les populations d'immigrés dans des ghettos. La loi de rénovation urbaine n'a jamais été appliquée, avec des réticences terribles. Les immigrés ont été rejetés en périurbain. Il y a une responsabilité très importante due à une mauvaise application de la loi.

- L'immigration est une chance pour l'humain. Dans d'autres pays, on donne des moyens mais il faut faire des efforts en contrepartie. Il faut mettre en place des politiques pertinentes qui prennent en compte les différences culturelles.

**Conclusion**

- On a parlé de la mauvaise image des élus mais on n'a pas parlé des syndicats. Ils sont en perdition en France, c'est une mauvaise chose pour la démocratie. Quelles sont les raisons ? les représentants sont des professionnels, pas du tout représentatifs de leurs adhérents.